

entendre à la population que, étant donné la période d'austérité, le gouvernement manque de fonds. On dira: Nous n'avons pas les moyens; il nous faut, encore une fois, retarder l'érection d'un tel édifice.

Or, monsieur le président, je pense qu'il s'agit là d'un engagement politique et moral du gouvernement libéral à l'égard de la population de Montréal, après le changement de gouvernement. Cet engagement consiste à ce que la «Cité des Ondes», à Montréal, soit érigée sans retard et sans délai. S'il manque d'argent, le gouvernement pourrait peut-être réduire le budget de Radio-Canada de 15 à 20 millions de dollars par année et, au bout de trois ans, il aurait réussi à payer le coût des nouveaux édifices de cette Société.

Nous n'avons pas le droit de laisser toute la population de la métropole du Canada dans l'indécision. Tout ceci cause un tort considérable aux hommes d'affaires et à la population de l'est de la ville de Montréal.

Je suis surpris—et je dis cela sans dérogation aucune pour mes collègues de la ville de Montréal—de ne pas entendre mes amis de l'autre côté de la Chambre, qui représentent des circonscriptions de la région de Montréal. La population est vivement inquiète du retard apporté par le gouvernement à réaliser ce projet, et je suis surpris de voir qu'aucun député libéral de Montréal ne se lève pour réclamer que son parti, le gouvernement actuel, respecte l'engagement formel qu'il a pris à l'endroit de la population de la métropole du Canada. Si le gouvernement ne fait pas connaître ses intentions, quelles qu'elles soient, la population de Montréal ne l'oubliera certainement pas. Que le gouvernement reconnaisse qu'il s'agit là d'un engagement formel, d'une promesse, d'un programme électoral qu'il ne respecte pas et n'a pas respecté. Je pense, monsieur le président, que je me devais de souligner, en cette enceinte, cet oubli, cette anomalie du parti libéral.

Ce sont là les quelques remarques que je voulais faire.

Je tiens à dire et à répéter que des millions de dollars, qui pourraient être investis dans le secteur est de la ville de Montréal, ne le seront que lorsque la population, les hommes d'affaires et les entrepreneurs sauront si, oui ou non, ces édifices seront érigés dans l'est de Montréal, tel que promis. Incidemment, j'ai rencontré plusieurs personnes qui m'assurent que dès que le gouvernement aura fait connaître ses intentions, il y aura un regain d'activité dans l'est de la métropole. Cela aidera sûrement la population ouvrière à se trouver du travail, atténuant ainsi le chômage qui affecte gravement la métropole canadienne.

[M. Valade.]

[Traduction]

M. Brand: Monsieur le président, je vous ferai grâce d'un long discours. Tandis que le député de Rosthern énumérait les éléments d'un gaspillage de 320 milliers de dollars relevés par l'auditeur général à Radio-Canada, je ne pouvais m'empêcher de remonter un an en arrière, au moment où le BGR a approuvé la demande de Radio-Canada pour la construction d'installations de télévision dans la ville de Saskatoon, ma circonscription. Ces installations étaient promises depuis des années et, soudainement, le cabinet, aux prises avec des difficultés financières et tous les autres problèmes intérieurs, a décidé d'abandonner complètement ce projet. J'ai cru que jamais le moment ne serait plus opportun pour demander en quelques mots au gouvernement, une fois de plus, s'il ne voudrait pas rétablir le projet de construction de ces installations. Il semble consentir à un gaspillage de 320 milliers de dollars; or cette somme, soit dit en passant, est égale à celle qui avait été votée à l'occasion du budget pour les installations de Saskatoon. D'une façon quelconque, l'argent s'est perdu.

Je puis vous assurer que mes commettants, qui versent un peu plus de \$7 chacun à la Société Radio-Canada, seraient plus qu'intéressés à pouvoir évaluer les résultats de leur placement. Saskatoon est la seule ville de son importance au Canada qui n'ait pas un second service de télévision et j'ai l'impression que le moment est venu de lui en fournir un. En outre, il faudrait voir à installer un émetteur satellite pour desservir les autres régions à l'ouest. Une année s'est écoulée et nous avons fait preuve de beaucoup de patience dans ma ville. Si les candidats au leadership ont la moindre influence—oui, même ceux qui paraissent bien, et il y en a trois qui ont souri en entendant cela—il serait tout à leur avantage d'insister auprès de leurs collègues du cabinet sur la nécessité d'approuver un tel service avant le 6 avril. Nous croyons y avoir droit. Dieu sait que nous faisons notre part. Nous devrions avoir l'occasion de décider si notre argent est bien dépensé ou non.

Les seules émissions de Radio-Canada que la station actuelle nous offre, ce sont celles que Radio-Canada lui impose. Il y en a de bonnes, je l'admets, mais certaines sont de la pure camelote comme on l'a déjà souligné. Je voudrais dire au gouvernement qu'aussi longtemps que la Chambre siègera, j'ai l'intention de soulever cette question à toutes les occasions qui me seront offertes, jusqu'à ce qu'il se rende compte qu'il se trompe et qu'il permette à Saskatoon de jouir des installations de Radio-Canada.